

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 04/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FRANCE PLASTIQUES RECYCLAGE

Port Autonome de Limay
78520 Limay

Code AIOT : 0006512767

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/01/2025 dans l'établissement FRANCE PLASTIQUES RECYCLAGE implanté 465 route des Près de la Mer Zone portuaire 78520 Limay. L'inspection a été annoncée le 19/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée à la suite de plusieurs mises en demeure, ainsi qu'à la suite des résultats des contrôles inopinés Air et Eau réalisés en 2024, au cours desquels des dépassements importants ont été constatés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRANCE PLASTIQUES RECYCLAGE
- 465 route des Près de la Mer Zone portuaire 78520 Limay
- Code AIOT : 0006512767
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

France Plastiques Recyclage (FPR) exerce une activité industrielle permettant le recyclage de plastique type PET sous forme de granulats d'extrusion. Ces granulats sont ensuite utilisés par d'autres sociétés afin de produire de nouveaux contenants en plastique.

De ce fait, les activités de la société FPR sont encadrées par les rubriques de la nomenclature ICPE propres au tri, transit, regroupement de déchets non dangereux (2714), traitement de déchets non dangereux (2791), régénération et extrusion de polymères (2660 et 2661) et fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique par polycondensation de matières plastiques (3410).

Contexte de l'inspection : Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- ATEX

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'équipe d'inspection a pu constater que 3 prélèvements ont été réalisés au niveau des rejets aqueux du site dans le cadre de la campagne de prélèvements de PFAS, bien que ces prélèvements n'aient pas été réalisés sur 3 mois consécutifs :

- 1er prélèvement le 4 avril 2024 ;
- 2ème prélèvement le 3 octobre 2024 ;
- 3ème prélèvement le 8 janvier 2025.

L'inspection des installations classées accepte ces analyses bien qu'elles aient été réalisées sur plus de 3 mois.

L'équipe d'inspection rappelle à l'exploitant que les résultats des prélèvements de janvier, dès qu'ils seront obtenus, doivent être versés sur la plateforme GIDAF.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets atmosphériques	AP de Mise en Demeure du 21/06/2023, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	1 mois
3	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 04/07/2014, article 7.1.2 et 7.2.3.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 04/07/2014, article 3.2.4.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Dossier de réexamen IED	AP de Mise en Demeure du 19/08/2024, article 1	/	Demande d'action corrective	1 mois
6	Rapport de base - IED	AP de Mise en Demeure du 19/08/2024, article 2	/	Demande d'action corrective	1 mois
7	Modifications	Arrêté Préfectoral du 04/07/2014, article 1.7.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Eau	Arrêté Préfectoral du 04/07/2014, article 4.3.7. / 4.3.9.	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Déchets	AP de Mise en Demeure du 21/06/2023, article 2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale, Mise en demeure, déchets	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'équipe d'inspection constate que bien que des actions aient été menées afin de résoudre les non-conformités relevées lors de la précédente inspection, il manque pour certaines une évaluation de l'efficacité de celles-ci, alors que pour d'autres les résultats attendus n'ont pas été atteints. L'équipe d'inspection encourage l'exploitant à être plus transparent avec les services de l'État sur les actions entreprises et problématiques rencontrées. L'équipe d'inspection espère que le récent changement de Directeur de site et la nomination d'un chargé de mission environnement iront en ce sens.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/06/2023, article 1										
Thème(s) : Risques chroniques, Vitesse d'éjection des fumées										
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 02/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 21 décembre 2023										
Prescription contrôlée : <p>La société FRANCE PLASTIQUE RECYCLAGE sise 465 route des Près de la Mer Zone portuaire à Limay (78520), exploitant une activité industrielle de recyclage de plastique à la même adresse, est mise en demeure, de respecter, dans le délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2014 susvisé, en se conformant à la vitesse minimale d'éjection définie concernant les rejets atmosphériques des chaudières.</p> <p>L'exploitant transmettra dans ce même délai les éléments organisationnels et techniques justifiant du respect des dispositions imposées par l'article 3.2.3 de l'arrêté du 4 juillet 2014 susvisé.</p> <p>Article 3.2.3. Conditions générales de rejet</p> <table border="1"><thead><tr><th></th><th>Hauteur en m</th><th>Diamètre en m</th><th>Débit nominal en Nm³/h</th><th>Vitesse mini d'éjection en m/s</th></tr></thead><tbody><tr><td>Emissaire des chaudières</td><td>12</td><td>0,4</td><td>1960 (à 0°C)</td><td>5</td></tr></tbody></table> <p>Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs)</p>		Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s	Emissaire des chaudières	12	0,4	1960 (à 0°C)	5
	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s						
Emissaire des chaudières	12	0,4	1960 (à 0°C)	5						
Constats : <p>L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de présenter le dernier rapport de contrôle des émissions atmosphériques.</p>										

L'exploitant présente un rapport de contrôle des émissions atmosphériques réalisé par l'APAVE le 18 septembre 2024 de manière inopinée (rapport n°134139236-001-1). Les résultats de ce rapport montrent :

- que la vitesse d'éjection des gaz de combustion de la chaudière 1 était de 5 m/s, ce qui correspond à la valeur minimale d'éjection définie à l'article 3.2.3. de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2014.
- que la vitesse d'éjection des gaz de combustion de la chaudière 2 était de 3 m/s, soit une vitesse inférieure à la vitesse minimum de 5 m/s.

L'exploitant justifie cet écart par le fait que la charge (ou allure) de la chaudière n°2 était de l'ordre de 30 % seulement lors du contrôle, ce qui expliquerait la faible vitesse d'éjection des gaz de combustion. L'équipe d'inspection rappelle à l'exploitant que la valeur minimale d'éjection définie à l'article 3.2.3. de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2014 doit être respectée à tout moment, quelles que soient les conditions d'exploitation des installations.

L'exploitant déclare que les injecteurs de la chaudière n°2 ont été remplacés le 15 octobre 2024 afin d'augmenter la vitesse d'éjection des gaz de combustion. Le rapport d'installation des injecteurs de la chaudière n°2 est présenté à l'équipe d'inspection (bon d'intervention n° BI 20241015KV01).

Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 juin 2023 ne sont pas respectées. Ce point de la mise en demeure n'est pas levé.

Non-conformité n°20250110-NC-1 :

L'exploitant doit faire réaliser, sous 1 mois, un nouveau contrôle des émissions atmosphériques afin de vérifier l'efficacité de l'action corrective mise en place.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/06/2023, article 2

Thème(s) : Autre, Déchets produits pas l'établissement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 02/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale, Mise en demeure, déchets
- date d'échéance qui a été retenue : 21 septembre 2023

Prescription contrôlée :

La société FRANCE PLASTIQUE RECYCLAGE sise 465 route des Près de la Mer Zone portuaire à Limay (78520), exploitant une activité industrielle de recyclage de plastique à la même adresse, est mise en demeure, de respecter, dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent, les dispositions de l'article 5.1.7 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2014 susvisé :

- soit en respectant les quantités des stocks limites de déchets non dangereux et de produits dangereux autorisées sur son site ;

- soit en déposant un dossier de porter à connaissance explicitant les modifications de quantités autorisées à être stockées sur son site. Ce dossier devra comprendre l'ensemble des moyens mis en place par l'exploitant lui permettant d'assurer un niveau de sécurité et de gestion du risque associé à cette augmentation de capacité de stockage.

Si le second choix est privilégié, l'exploitant est tenu de respecter les quantités de déchets non dangereux et de produits dangereux autorisés à l'article 5.1.7 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2014, jusqu'à la décision issue de l'instruction du dossier de porter à connaissance qui devra être déposé auprès des services de l'Inspection des installations classées.

Article 5.1.7. Déchets produits par l'établissement

A tout moment, les quantités de produits dangereux et déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour les types de produits et déchets suivants, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous, sur la base desquelles le montant des garanties financières fixé à l'article 2.9.2. du présent arrêté a été calculé.

Type de déchets/produits	Quantité maximale sur site
produits dangereux :	
soude	25 tonnes
sulfate de fer	24 tonnes
acide sulfurique	1 tonne
eau oxygénée	2 tonnes
agents de nettoyage	30 tonnes
tensioactif	10 tonnes
déchets dangereux :	
condensats	1 tonne
D3E	1 tonne
Emballages Vides Souillés	22 tonnes dont 1 tonne type verrerie
eaux glycolées	laboratoire
acide	1 tonne
	1 tonne
déchets non dangereux :	
refus de tri des déchets plastiques	25 tonnes
boues de STEP	26 tonnes

Constats :

L'équipe d'inspection demande à consulter le logiciel de gestion des stocks, afin vérifier que les quantités de produits dangereux stockés sur le site. L'exploitant explique que les stocks ne sont plus suivis sur le logiciel GMAO "Optimaint", ce dernier n'étant plus utilisé. Le nouveau logiciel de GMAO de remplacement n'est pas utilisé pour assurer ce suivi.

L'exploitant présente un document Excel dans lequel des calculs ont été réalisés en fonction des emplacements disponibles, du volume des contenants de chaque produit chimique et de la consommation journalière de chaque produit. Ce document permet à l'exploitant de mieux gérer ses fréquences d'approvisionnement afin de respecter les quantités maximales de produits dangereux présentes sur le site.

L'équipe d'inspection procède par échantillonnage au contrôle des quantités de produits dangereux présentes sur le site, et se rend dans le local de stockage des produits chimiques.

L'équipe d'inspection identifie :

- que le stock de soude est de 2 000 L (équivalent à 2,76 tonnes compte tenu de la densité indiquée sur la Fiche de Données de Sécurité (FDS) fournie par l'exploitant), pour une quantité maximale autorisée de 25 tonnes. La quantité stockée est conforme.
- que le stock d'antimousse TUBIFOAM est de 23 000 L (équivalent à 23 tonnes compte tenu de la densité indiquée sur la FDS fournie par l'exploitant), pour une quantité maximale autorisée de 30 tonnes. La quantité stockée est conforme.

L'équipe d'inspection constate des dénominations différentes de produits entre celles indiquées

sur le plan de stockage, celles indiquées sur les étiquettes identifiant les emplacements sur les racks, et l'étiquette du produit en elle-même (constaté sur le produit "Antimousse"). L'équipe d'inspection recommande à l'exploitant d'harmoniser les noms des produits chimiques sur ces éléments.

L'équipe d'inspection souhaite vérifier la quantité de déchets non dangereux stockée sur le site. L'exploitant déclare que ces déchets proviennent du process de tri et sont stockés dans des bennes métalliques. Chaque benne métallique contient environ 5 tonnes de déchets. L'équipe d'inspection se rend sur l'aire de stockage des déchets non dangereux, et constate que 3 bennes sont remplies, ce qui correspond à environ 15 tonnes de déchets stockés. L'exploitant explique que depuis la nomination d'un chargé de mission environnement, l'enlèvement de ces déchets est beaucoup mieux suivi, ce qui permet de conserver à tout moment une quantité de déchets non dangereux inférieure à 25 tonnes, comme défini à l'article 5.1.7. de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2014.

Ce point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2014, article 7.1.2 et 7.2.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Zonage interne (Zonage- ATEX)

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 02/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 12 novembre 2023

Prescription contrôlée :

Article 7.1.2 « zones internes à l'établissement »

[...]

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. [...]

Article 7.2.3.1 « zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion »

[...]

L'exploitant fait réaliser une expertise ATEX par une société spécialisée avant la mise en service des installations. Le rapport de cette expertise est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les zones à risques d'explosion (notamment le local chaufferie, le local de charge d'accumulateurs, les filtres à manches, les conduites d'extraction d'air) sont équipées de moyens de sécurité permettant d'éviter la formation d'atmosphère explosives ou inflammables, et d'empêcher l'apparition de sources d'énergie susceptibles de déclencher une explosion.

Constats :

Afin de vérifier si les zones à risques d'explosion sont équipées de moyens de sécurité permettant d'éviter la formation d'atmosphère explosives ou inflammables, et d'empêcher l'apparition de sources d'énergie susceptibles de déclencher une explosion, l'équipe d'inspection demande à l'exploitant de présenter les éléments manquants identifiés dans le rapport d'expertise du risque ATEX (Rapport n°2205EN1D1000024 du 20 février 2023 de la société SOCOTEC Environnement), à savoir :

- l'étude complémentaire d'adéquation des équipements présents dans le local broyeur ;
- les copies des déclarations de conformité des équipements implantés dans les zones ATEX ;
- le registre permettant de tracer les vérifications périodiques liées à la maîtrise du risque ATEX relatif aux documents exigés au chapitre 4.2. "Gestion du risque ATEX" du rapport n°2205EN1D1000024 du 20 février 2023 de la société SOCOTEC Environnement.

L'exploitant déclare ne pas avoir fait réaliser cette étude, ne pas avoir récupéré les copies des déclarations de conformité et ne pas avoir produit de registre de vérifications périodiques.

L'équipe d'inspection se rend dans le local chaufferie et constate la présence d'une signalisation indiquant une zone à risque ATEX.

Non-conformité n°20250110-MED-1 :

L'exploitant n'est pas en mesure d'assurer que les zones à risques d'explosion sont équipées de moyens de sécurité permettant d'éviter la formation d'atmosphères explosives ou inflammables, et d'empêcher l'apparition de sources d'énergie susceptibles de déclencher une explosion.

L'exploitant doit, sous 2 mois, s'assurer que les zones à risques d'explosion de son installation sont équipées de moyens de sécurité permettant d'éviter la formation d'atmosphères explosives ou inflammables, et d'empêcher l'apparition de sources d'énergie susceptibles de déclencher une explosion. Pour cela, il doit :

- faire réaliser les études complémentaires d'adéquation des équipements présents dans le local broyeur et en transmettre les éléments à l'Inspection des installations classées ;
- transmettre les copies des déclarations de conformité des équipements implantés dans les zones ATEX ;
- transmettre le registre de traçage des vérifications périodiques liées à la maîtrise du risque ATEX relatif aux documents exigés au chapitre 4.2 "Gestion du risque ATEX" du rapport de la société SOCOTEC Environnement sus-cité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2014, article 3.2.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Systèmes de dépoussiérage en aval des lignes de polycondensation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 02/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 12 août 2023

Prescription contrôlée :

Chaque ligne d'extrusion des paillettes PET est équipée d'une zone de dégazage au moyen d'un système à anneau liquide afin de contenir les émissions de composés organiques volatils (COV). Les gaz issus de la polycondensation sont lavés.

Le débit horaire maximal autorisé pour l'ensemble des rejets issus des lignes d'extrusion-polycondensation est de 18 000 m³/h. Les concentrations et flux maximum autorisés pour l'ensemble de ces rejets sont les suivants :

Paramètres	Concentration (mg/m ³)	Flux horaire (g/h)
Poussières totales	40	720
COV	30	540

L'exploitant assure la surveillance des émissions de l'ensemble des points de rejet issus des lignes d'extrusion-polycondensation à une fréquence semestrielle.

Constats :

L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de lui présenter le dernier rapport de contrôle des émissions atmosphériques. L'exploitant présente le rapport de contrôle des émissions atmosphériques réalisé par l'APAVE le 18 septembre 2024 de manière inopinée (rapport n°134139236-001-1). Les résultats de ce rapport font état de 5 non-conformités, présentées dans le tableau ci-dessous :

Points de rejet		Paramètres	Valeurs limites réglementaires (mg/Nm ³)	Valeurs mesurées (mg/Nm ³)	% de dépassement
n°	Installations				
Point 6	Extrusion ligne 2	COVT	30	74,1 (71,6, 76,5, 74,1)	147 %
Point 10	Refroidisseur SSP6	COVT	30	51,7 (28,2, 60,6, 66,2)	72 %
Point 13	Refroidisseur SSP4	COVT	30	111 (117, 113, 103)	270 %
Point 14	Ligne d'extrusion n° 1	COVT	30	61,7 (59,6, 61,0, 64,6)	106 %
Point 19	Ligne d'extrusion n° 4 - Refroidisseur réacteur SSP7	COVT	30	458 (442, 439, 493)	1 427 %

L'exploitant déclare avoir mis en place des actions correctives à la suite de ces résultats.

Concernant les points de prélèvements 6, 10, 13 et 14, l'exploitant a procédé au remplacement d'une partie de la tuyauterie existante par de la tuyauterie en inox, car des dépôts au sein de celle-ci pourrait être à l'origine de ces valeurs élevées en COV. Le remplacement de la tuyauterie du système de vide a été fait au niveau :

- des extrudeuses 1 et 2, correspondant aux points de prélèvements 6 et 14 ;
- des refroidisseurs des réacteurs de polycondensation (SSP) 3, 4, 5 et 6, correspondants aux points de prélèvements 6 et 13, entre autres.

L'exploitant justifie la mise en place de ces actions en présentant le bordereau de réception 24127 REV1 de la société MARIEN SERVICE MAINTENANCE, en date du 30 décembre 2024.

Concernant le point de prélèvement 19, où le dépassement est le plus important, l'exploitant déclare que l'utilisation d'éthylène glycol, qui était utilisé pour nettoyer les canalisations sur la ligne 4, a été arrêté car ce produit pouvait participer à l'émission de COV.

L'exploitant précise également qu'afin de purger les rejets atmosphériques des condensats du système de refroidissement, une cuve d'eau glacée a été installée afin d'entretenir un contre-courant, et donc de piéger les COV. Il présente également un rapport technique de la société Starlinger (rapport n°SA1045719), établissant que ces éléments ont été installés sur la période du 9 au 13 septembre 2024.

L'efficacité de ces actions correctives n'est pas encore démontrée puisque l'exploitant n'a pas réalisé de contrôle des rejets atmosphériques depuis la mise en place de ces actions.

Non-conformité n° 20250110-MED-2 :

Le dernier contrôle des rejets atmosphériques réalisé par l'exploitant présente des non-

conformités concernant le dépassement des concentrations en COV sur plusieurs points de rejets. L'exploitant doit, sous 1 mois, faire réaliser un contrôle des rejets atmosphériques de son installation, afin d'évaluer l'efficacité des actions mises en place.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Dossier de réexamen IED

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/08/2024, article 1

Thème(s) : Situation administrative, IED - Dossier réexamen

Prescription contrôlée :

La société FRANCE PLASTIQUES RECYCLAGE dont le siège social est situé 465 route des Prés de la Mer à Limay (78520), est mise en demeure pour son établissement de recyclage en quantité industrielle de matières plastiques situé à la même adresse, de se conformer aux prescriptions de l'article R 515-71 du Code de l'environnement, en transmettant au préfet, dans un délai de **quatre mois** à compter de la notification du présent arrêté, le dossier de réexamen dont le contenu est prévu à l'article R. 515-72 du Code de l'environnement.

Constats :

L'exploitant présente un courrier, envoyé à la DRIEAT le 20 novembre 2024, dans lequel il sont décrites les démarches entreprises afin de réaliser le dossier de réexamen, et ainsi se conformer aux prescriptions des articles R. 515-71 du code de l'environnement. L'exploitant demande également, dans ce courrier, un délai supplémentaire pour produire ces éléments, jusque fin février 2025.

Afin de produire ces éléments, l'exploitant se fait accompagner par la société SOCOTEC Environnement, comme l'atteste le bon de commande n°001521 en date du 22 octobre 2024.

L'équipe d'inspection demande à l'exploitant à consulter les éléments du dossier déjà produits, afin d'évaluer son avancement. L'exploitant présente un document de travail dans lequel la conformité des installations par rapport aux Meilleurs Techniques Disponibles des BREFs applicables au site est évaluée. L'équipe d'inspection constate qu'une partie de cette évaluation a déjà été réalisée par l'exploitant.

Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 août 2024 ne sont pas respectées.

Non-conformité n°20250110-NC-2 :

L'exploitant n'a pas transmis au préfet de dossier de réexamen, comme prévu par les prescriptions de l'article R515-71 du Code de l'environnement.

L'équipe d'inspection propose d'accéder à la demande de l'exploitant, en octroyant à celui-ci un délai supplémentaire pour la transmission du dossier de réexamen au Préfet. Le dossier de réexamen devra être déposé avant le 28 février 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Rapport de base - IED

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/08/2024, article 2

Thème(s) : Situation administrative, Rapport de base - IED

Prescription contrôlée :

La société FRANCE PLASTIQUES RECYCLAGE dont le siège social est situé 465 route des Prés de la Mer à Limay (78520), est mise en demeure pour son établissement de recyclage en quantité industrielle de matières plastiques exploité à la même adresse, de se conformer aux prescriptions de l'article R. 515-82 du Code de l'environnement, en transmettant au Préfet, dans le délai de **quatre mois** à compter de la notification du présent arrêté, le rapport de base, lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R. 515-59 du Code de l'environnement, dont le contenu est fixé à l'article R. 515-59 du même code ou, lorsque les installations n'en relèvent pas, les éléments justificatifs.

Constats :

L'exploitant présente un courrier, envoyé à la DRIEAT le 20 novembre 2024, dans lequel sont décrites les démarches entreprises afin de réaliser le rapport de base, et ainsi se conformer aux prescriptions des articles R.515-82 du Code de l'environnement. L'exploitant demande également, dans ce courrier, un délai supplémentaire pour produire ces éléments, jusque fin février 2025. Afin de produire ces éléments, l'exploitant se fait accompagner par la société SOCOTEC Environnement, comme l'atteste le bon de commande n°001521 en date du 22 octobre 2024.

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 août 2024 ne sont pas respectées.

Non-conformité n°20250110-NC-3:

L'exploitant n'a pas transmis au préfet de dossier de réexamen, comme prévu par les prescriptions de l'article R.515-82 du Code de l'environnement.

L'équipe d'inspection propose d'accéder à la demande de l'exploitant, en octroyant à celui-ci un délai supplémentaire pour la transmission du rapport de base au Préfet. Le rapport de base devra être déposé avant le 28 février 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2014, article 1.7.1
--

Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance

Prescription contrôlée :

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de

demande d'autorisation, est portée AVANT sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<p>Constats :</p> <p>L'équipe d'inspection constate la présence d'une quatrième ligne d'extrusion-polycondensation sur le site. L'exploitant déclare que cette ligne d'extrusion a été mise en service en 2022, et reconnaît ne pas avoir porté à la connaissance de l'Inspection cette modification. C'est également le cas pour les modifications des dispositifs de traitement des effluents atmosphériques (cf fiche n°4 plus haut).</p> <p>L'équipe d'inspection rappelle à l'exploitant que toute modification de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée à la connaissance du Préfet.</p> <p>Non-conformité n°20250110-MED-3 :</p> <p>L'exploitant n'a pas porté à la connaissance du Préfet les modifications de son installation concernant, entre autres, la ligne d'extrusion-polycondensation n°4 et les modifications apportées au traitement des effluents atmosphériques.</p> <p>L'exploitant doit, sous 2 mois, porter à la connaissance du Préfet les modifications notables apportées à ses installations.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure – Respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2014, article 4.3.7. / 4.3.9.
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques générales/Valeurs limites d'émissions des eaux résiduaires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.3.7 : [...]Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Température : < 30°C <p>[...]</p> <p>Article 4.3.9 : [...]Le débit maximal de référence est de 340 m³/j [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le dernier rapport de contrôle des rejets aqueux réalisé sur le site. Il s'agit du rapport n°MS24-04055 réalisé par la société SGS le 05 juillet 2024. Ce contrôle, réalisé de manière inopinée, fait état de 2 non-conformités, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un dépassement de la température des eaux résiduaires rejetées, mesurée à 30,8°C pour une valeur maximale de 30°C prévue par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2014 ;

- Un dépassement du débit journalier, mesurée à 446 m³/j pour un flux maximal 340 m³/j ;

L'exploitant déclare que ces dépassements ont été causés par l'absence de filtre à charbon le jour de prélèvement, car celui-ci avait été retiré pour réaliser un entretien préventif à la suite de l'encrassement du filtre. Ce filtre participe au refroidissement de l'eau de process du fait de l'augmentation de la durée de séjour de l'eau à température ambiante. De même, il effectue un frein au débit des rejets lorsqu'il est en fonctionnement, ce qui explique le dépassement de la valeur de débit journalier maximale.

L'exploitant déclare avoir commandé un second filtre à charbon, afin de disposer d'un filtre de remplacement et de pouvoir le mettre en place lorsque le premier filtre doit subir un entretien à la suite de son encrassement. Ce filtre a été commandé auprès de la société SARP INDUSTRIES le 13 septembre 2024, comme l'atteste le bon de commande n°001167 présenté par l'exploitant.

Non-conformité n°20250110-MED-4 :

L'exploitant n'est pas en mesure de présenter de rapport de contrôle des rejets aqueux conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2025.

L'exploitant doit, sous 2 mois, faire réaliser un contrôle des rejets aqueux, afin d'évaluer l'efficacité des actions entreprises.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois